

LA FORMATION DES HALIEUTES AU CAMEROUN FACE AUX DEFIS DE LA FAIM ET DU CHOMAGE

Dominique Olivier TABODO MBARGA

Université de Yaoundé 1

oliviertabodo@yahoo.fr

Armand LEKA ESSOMBA

Université de Yaoundé 1

Christian BIOS NELEM

Université de Yaoundé 1

Résumé :

La lutte contre la pauvreté et la faim sont quelques objectifs de développement durable fixés par les Nations Unies. L'augmentation de la population mondiale a en effet cédé la place aux problèmes de gestion environnementale autour desquels nourrir les êtres vivants reste une véritable gageure. Les pays pauvres d'Afrique et en voie de développement sont davantage concernés par la sortie de cette crise afin d'améliorer de façon quantitative et qualitative le problème de nutrition de leurs populations. Il existe encore en Afrique des problèmes d'emploi, de nutrition et de pénurie alimentaire. Pour répondre à ces préoccupations, le Cameroun, en tant que pays situé en Afrique subsaharienne et en voie de développement, dans ses politiques éducatives et d'émergence future, a fixé des priorités stratégiques délimitées dans le temps jusqu'en 2030. L'un des secteurs étudiés ici en sociologie et anthropologie de l'éducation est le secteur de la pêche et de l'aquaculture où les recherches effectuées ont démontré que les ressources halieutiques sont d'excellentes options nutritives mais qui nécessitent une véritable production. Le développement pourrait dès lors être possible dans ce secteur par la formation des halieutes, cadres à travers lesquels l'apprentissage des méthodes et des techniques de production calquées sur d'autres modèles ou des technologies innovantes à travers l'Université, conduirait à réduire la faim et la pauvreté. Toutefois, cette formation de cadres à l'Université pour produire des ressources et les rendre disponibles doit interroger à la fois les apprenants et leurs encadrants, le cadre, les modalités de leur formation et sa finalité.

Abstract :

Fighting against poverty and hunger are some of the sustainable development goals set by the United Nations. The increase of the world population has in fact given way to problems of environmental management within which feeding living beings remains a real difficulty. Poor African and developing countries are more concerned with overcoming this crisis in order to quantitatively and qualitatively improve the nutrition problem of their populations. There are still problems of employment, nutrition and food shortages in Africa. To respond to these concerns, Cameroon, located in sub-Saharan Africa, is a country in development which, in its educational and future emergence policies, has set strategic priorities delimited in time until 2030. One of the sectors studied here in sociology and anthropology of education is the fishing and aquaculture sector where the research carried out has demonstrated that fisheries resources are excellent nutritional options but which require real production. Development could therefore be possible in this sector through the training of fisheries specialists,

executives through whom learning production methods and technics modeled on other models or innovative technologies supervised by the University would lead to reducing hunger and poverty. However, this training of executives at the University to produce resources and make them available must question the learners and their supervisors, the framework and modalities of their training and its purpose.

Mots clés : *Éducation, formation, halieutes, pauvreté, chômage.*

Keywords : *Education, training, fisheries engineers, poverty, unemployment.*

Introduction

Le développement de l’Afrique en général reste une ancienne préoccupation des ses États. En citant Axelle Kabou, l’auteur Jean Claude Djéréké affirme que le sous-développement de l’Afrique est la conséquence de l’irrationalité « des attitudes et des comportements » des africains eux-mêmes, car ils manquent de rigueur et d’organisation (Djéréké, 2007 :17). Cette vision de l’Afrique et des africains interpelle l’éducation des individus pour répondre aux valeurs traditionnellement acceptables dans bien des secteurs d’activité et dans chaque pays africain pour sortir du sous-développement. Le Cameroun en est un exemple dans ses différentes politiques éducatives, notamment dans le secteur halieutique, qui est l’un des principaux secteurs fournissant des ressources alimentaires. La pêche et l’aquaculture occupent désormais une place importante dans les stratégies de l’État relevant de la nutrition des populations. Elles regorgent d’un ensemble de mécanismes permettant notamment aux populations de bénéficier d’une meilleure couverture alimentaire et d’une gestion durable des ressources qui en découlent. Ces mécanismes sont variés, allant de la création de différentes réglementations à la mise sur pied de structures publiques et privées valorisant la production et la consommation locales des produits halieutiques. Celles-ci sont devenues une des priorités du gouvernement camerounais dans la mesure où d’importantes pertes financières découlent des importations de produits de la pêche. Des mesures sont donc prises pour lutter contre ces importations déjà très nombreuses des produits issus de la pêche qui causent d’importantes pertes de devises nationales et déséquilibrent la balance économique. C’est également le cas en ce qui concerne la valorisation des produits locaux issus du même secteur. Bien qu’il existe de nombreux autres secteurs alimentaires, celui de la pêche se consacre davantage à la lutte

contre la pauvreté et la faim au niveau des populations, compte tenu des difficultés sociales et économiques rencontrées par la plupart des habitants vivant en dessous du seuil de pauvreté. Dans le rapport sur la situation mondiale des pêches et de l'aquaculture dans le monde, la consommation mondiale d'aliments aquatiques par habitant est passée de 9,1 kg en 1961 à 20,6 kg en 2021 (FAO, 2024). Soit une augmentation de la demande à raison de 11,5 kg par habitant et par année, ce qui ne suffit pas pour autant à combler le besoin en aliments. En dépit de son importance, ce secteur fait donc face à beaucoup de défis qu'il convient de relever à travers la formation de ressources humaines compétentes et qualifiées, capables d'éradiquer des fléaux tels que la pauvreté et la faim ; ce qui reviendrait à favoriser la lutte contre un autre défi qu'est le chômage. La formation des halieutes revêt donc une importance capitale si le gouvernement camerounais entend combattre les importations dans les limites de son territoire. Il lui revient de mettre sur le marché de l'emploi des professionnels compétents, capables de s'occuper de ces questions liées à la pêche et à l'aquaculture.

1. Problématique et objectifs de la recherche

Le gouvernement camerounais, conscient d'une nécessité et de l'importance d'une formation en ressources humaines qualifiées et compétentes, a mis sur pied des institutions de formation qui puissent impacter le développement durable du secteur halieutique pour la production et la gestion durable de ses ressources. En vue de la formation de techniciens à celle d'ingénieurs dans diverses filières du secteur de la pêche, plusieurs Écoles de formation spécialisées ont ainsi vu le jour. Elles forment des techniciens mais aussi des ingénieurs dans différentes filières du secteur pêche et aquaculture, permettant de circonscrire davantage les difficultés rencontrées dans le domaine des Sciences Halieutiques. Ces institutions de formation qui sont venues à point nommé ne sont pas toutes spécialisées dans la formation des halieutes. La formation des techniciens dans ce secteur était beaucoup plus accentuée dans les centres de formations et des institutions privées d'enseignement supérieur. Toutefois, ce sont les ingénieurs halieutes qui sont la catégorie professionnelle supérieure dont l'activité est principalement la gestion du secteur halieutique. L'institution qui a

donc par la suite vu le jour, dont la vocation première et particulière est notamment la formation de ces ingénieurs halieutes dans la sous-région Afrique Centrale et Grands Lacs, est l'Institut des Sciences Halieutiques de l'Université de Douala. Situé à Yabassi au Cameroun dans la région du littoral, il a été créé par le décret présidentiel de 1993 portant sur l'organisation administrative de l'Université de Douala, à son article 107 alinéa (b) et son fonctionnement a commencé un 27 janvier, en 2010, soit 17 ans plus tard. Cette année a marqué le lancement de ses activités académique, administrative et pédagogique pour la formation des ingénieurs de travaux d'une part, et des ingénieurs de conception d'autre part, en 2012. Depuis cette date, l'Institut des Sciences Halieutiques a déjà produit plus d'un millier d'ingénieurs et mis ces derniers à la disposition de différents secteurs du marché de l'emploi au Cameroun et à l'étranger. La question de la gestion durable des ressources halieutiques liée d'une part par la production et la valorisation de ces ressources et d'autre part par leur conservation, revêt donc toute son importance. Elle démontre la volonté considérable de l'État à booster le secteur halieutique à travers des ressources humaines qualifiées, capables d'apporter des solutions probantes aux problèmes locaux que posent les importations et l'utilisation illicite des ressources de la pêche et de l'aquaculture. L'éducation est donc au cœur de cette préoccupation en apportant sa contribution par la formation des jeunes générations. Mais les défis à relever étant nombreux, l'éducation à elle seule doit pouvoir circonscrire le cadre de la formation et sa finalité. La formation doit pouvoir construire le professionnel et former sa personnalité en faisant de lui un être à part entière et entièrement à part dans la société, en le rendant apte à exercer son métier et à se forger une identité professionnelle avérée. La formation doit également aboutir à la résolution des problèmes locaux tels que la faim et le chômage par la réduction des importations en denrées alimentaires issues de la pêche, par la distribution des denrées alimentaires produites localement et par la création d'emplois. En d'autres termes, les diplômés formés ne doivent plus être vus en situation de chômage à la fin de leurs études et pour aller plus loin, ils doivent travailler principalement dans leur secteur d'activité puis résoudre ses problèmes. Il convient donc de se poser une question fondamentale : comment la formation des halieutes au Cameroun peut-elle contribuer à la réduction de la pauvreté, du chômage et de la faim tout en favorisant un

développement durable du secteur de la pêche et de l'aquaculture ? Nous entendons ici chercher à cerner le rôle de la formation des hauts cadres du secteur halieutique dans la lutte contre des fléaux sociaux tels que la faim et le chômage au Cameroun.

Notre objectif est d'analyser les enjeux liés à la formation des halieutes dans un contexte où la faim et le chômage restent parmi les principaux défis à relever ; de déterminer l'impact des programmes de formation existants et de proposer des pistes d'amélioration face aux défis socioéducatifs et socio-économiques majeurs du pays.

2. Le contexte du secteur de la pêche au Cameroun

La pêche constitue une des sources majeures d'approvisionnement en protéines pour la population, en particulier dans les zones côtières et fluviales. Elle est aussi une activité génératrice d'emplois et de revenus pour certaines couches sociales de la population camerounaise. Au moment où acheter de la viande dite « rouge » constitue un problème de santé publique pour des personnes à la santé précaire, la consommation du poisson est pourtant bien recommandée par les spécialistes en diététique et les biologistes. Elle génère des revenus pour les ménages qui en dépendent et crée des entrées dans l'économie.

On peut distinguer différentes formes de pêche au Cameroun. Parmi elles, d'abord la pêche maritime industrielle et semi-industrielle sont un ensemble d'activités menées dans le large, principalement dans les régions du Littoral, du Sud et du Sud-Ouest. On y observe une pêche qui se fait à bord des navires étrangers pour la plupart et avec moins de nationaux comme membres d'équipages et propriétaires. La plupart des statistiques des pêches sont générées dans les débarcadères par les agents en charge de contrôle du Ministère des Pêches et des Industries animales. Ensuite, la pêche artisanale continentale quant à elle est pratiquée par des pêcheurs dans des rivières, des lacs et des fleuves. Elle se fait généralement de façon archaïque avec des engins de pêche et des embarcations rudimentaires fabriquées localement et n'excédant pas 10 mètres de long. C'est cette forme de pêche qui est généralement pratiquée à l'intérieur des terres et malheureusement moins contrôlée que les premières. Les activités qui y sont développées le sont de façon anarchique et les statistiques sont très souvent estimées. Enfin la pisciculture, qui en elle-même est une activité de

production par l'élevage, la pêche s'y fait saisonnièrement lors des récoltes des poissons. Il s'agit d'une activité de production des poissons d'élevage au profit des particuliers ou à des fins commerciales. La formation des halieutes a déjà permis une nette augmentation de la production du poisson de table dans tout le pays. La production en eau douce qui connaît un développement progressif est devenue un moteur pour la disponibilité du poisson de table d'autant plus que beaucoup de consommateurs préfèrent de loin des produits frais et dont l'origine est connue.

3. Le contexte de la pauvreté, du chômage et la faim au Cameroun

Le Cameroun, souvent décrit comme l'Afrique en miniature en raison de sa diversité culturelle, climatique et géographique, est un pays aux multiples potentiels. Cependant, cette richesse naturelle et culturelle contraste fortement avec la réalité sociale et économique de nombreuses populations. La pauvreté reste un des principaux défis à relever pour assurer un développement durable et inclusif. En effet, il existe encore des populations qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. La conjoncture économique qui a touché la population depuis le début des années 1990 n'a toujours pas permis au pays de retrouver sa stabilité économique. Certaines causes profondes sont également à considérer pour comprendre d'où vient cette pauvreté.

3.1 Les causes conjoncturelles et structurelles d'une pauvreté perpétuant la faim

La pauvreté au Cameroun trouve ses racines dans plusieurs facteurs conjoncturels et structurels. L'économie camerounaise repose en grande partie sur l'agriculture et l'exportation de matières premières telles que le pétrole, le bois, le cacao, le café et des ressources minières. Cette dépendance expose le pays aux fluctuations des prix sur les marchés internationaux, fragilisant ainsi son économie. Par ailleurs, les infrastructures inadéquates dans les zones rurales rendent difficile l'accès aux marchés, limitant ainsi les opportunités économiques pour les agriculteurs. Beaucoup parmi ces derniers manquent de subventions et l'État n'accompagne malheureusement pas tous ces agriculteurs dans leurs activités.

Le système éducatif en lui-même en est également une. Bien que relativement développé par rapport à d'autres pays, certaines régions souffrent d'inégalités importantes entre les zones urbaines et rurales. Le faible taux de scolarisation, notamment chez les filles dans certaines régions, ainsi que le manque de moyens de certaines familles, perpétuent un cycle de pauvreté intergénérationnel. A titre d'exemple, la gratuité de l'École primaire telle que décrétée par le Président de la République n'est qu'une façade sur le plan pratique. Certains frais exigibles dans la plupart des établissements publics sont exorbitants comme les frais d'association des Parents d'élèves et des enseignants, sans compter ceux des fournitures scolaires. Le développement de l'enseignement privé quant à lui est venu plomber cette situation. Le nombre d'élèves à respecter par classe à cause de l'augmentation de la population, ainsi que la recherche des conditions de scolarisation meilleures, pousse souvent des parents à préférer l'enseignement privé. Si cela ne pose aucun problème à ceux qui sont riches, beaucoup qui sont quant à eux pauvres ne parviennent pas souvent à solder les frais de scolarité au cours de l'année scolaire. De plus, le chômage et le sous-emploi affectent une grande partie de la population active, en particulier les jeunes qui parviennent à se scolariser et à obtenir un diplôme.

3.2 Les manifestations de la pauvreté synonyme de faim

Selon les données recueillies en 2022 par l'Institut National de la Statistique, près de 2 personnes sur 5 de la population camerounaise, soit 37,7% de personnes vivent en dessous du seuil national de pauvreté qui est estimé à 813 FCFA par personne et par jour. Par conséquent, selon le même Institut, environ 10 millions de camerounais vivent au dessous du seuil de pauvreté pour une population d'environ 27 millions d'habitants (INS, 2024). Les disparités régionales sont également marquées : les régions septentrionales, à savoir l'Extrême-Nord, le Nord et l'Adamaoua, sont les plus touchées. Ces zones sont caractérisées par des conditions climatiques difficiles, une faible couverture en infrastructures de base et des conflits récurrents avec des groupes armés. A ces zones, s'ajoutent désormais les régions dites *anglophones* à savoir le Nord-Ouest et le Sud-Ouest où la crise sécuritaire impacte considérablement le calendrier scolaire et académique. Plusieurs assassinats de jeunes scolarisés y ont déjà été répertoriés, tout comme des enlèvements du personnel enseignant

depuis le début de cette crise. L'insécurité plane toujours sur les différentes villes de ces régions malgré la présence des forces de défense et de sécurité. Plusieurs familles ont été déplacées de ces régions, abandonnant leurs biens et leur équilibre financier, pour vivre dans d'autres régions sans les commodités habituelles. L'accès limité aux services de base tels que la santé, l'éducation et à l'eau potable sont donc d'autres facteurs qui entretiennent cette pauvreté. Les hôpitaux publics sont souvent sous-équipés dans les petites villes et les soins de santé restent inaccessibles pour de nombreuses familles à faibles revenus. L'absence d'un système de protection sociale efficace aggrave la situation des populations vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les personnes en situation d'handicap.

3.3 Les efforts pour lutter contre la pauvreté et la faim

Le gouvernement camerounais, avec le soutien de partenaires internationaux, a mis en place plusieurs programmes pour réduire la pauvreté et la faim. Parmi ces initiatives, on peut citer le SND30, qui vise à accélérer la croissance économique et à créer des emplois. Des progrès notables ont été réalisés dans le domaine des infrastructures, avec la construction de routes, de barrages hydroélectriques, d'écoles et des Universités. Aujourd'hui, il existe en moyenne une université publique dans chaque région du Cameroun. Cependant, ces efforts restent insuffisants face à l'ampleur des besoins. La corruption, les lenteurs administratives et le manque de transparence freinent souvent l'impact des politiques publiques. De plus, les inégalités de genre et les discriminations systémiques continuent d'empêcher une partie de la population de participer pleinement au développement économique. Ces efforts impactent notamment la formation des halieutes dont l'insertion socioprofessionnelle reste encore à reconsidérer.

4. Conceptions sur la formation d'acteurs dans un contexte social acariâtre

La formation d'acteurs à l'école produit selon les travaux de Bourdieu et Passeron dès le début des années 60, une reproduction des inégalités sociales existant déjà dès la structuration du cadre familial. Tous les apprenants ne sont pas forcément issus de la même famille et tous n'ont pas le même capital économique, social et culturel. A la

différence de Durkheim qui voit en l'école une institution centrale pourvoyeuse de normes morales, Bourdieu voit en l'école un cadre qui met en avant l'origine sociale des individus comme facteur d'accès à l'éducation (Jourdain et Naulin, 2011). Pour Van Heek (1956), les différentes mobilités qui découleraient des individus sont dues aux multiples occasions que ces derniers ont dans leur vie d'occuper une position sociale en accord avec leurs capacités. Les smilisiens quant à eux pensent que l'éducation n'a aucune influence sur les capacités qu'ont certains à exceller s'ils font eux-mêmes les efforts nécessaires. Pour Karl Marx, la mobilité apparaît comme le résultat du métabolisme social découlant du capitalisme par la création de nouveaux besoins en main d'œuvre (Goldthorpe, 1976). Les diplômés formés dont on devrait normalement s'attendre à une plus-value dans leur secteur de formation doivent d'une part démontrer des compétences individuelles acquises au cours de leur formation et y ajouter des compétences personnelles innées ou issues de leur capital social et culturel. L'école doit jouer son rôle de transformation en opposition avec les courants de pensées susmentionnées privilégiant le déterminisme individuel. Les inégalités de chances sur le marché du travail consécutives aux inégalités produites par l'école pour revenir sur Bourdieu, ont également fait l'objet d'étude de certains auteurs pensant que ces inégalités observées dans le positionnement pour un emploi n'en résultent pas uniquement (Pasquier-Doumer et Gerardo, 2008). Des recherches ont abouti au « triptyque Origine-Éducation-Destination » pour associer les inégalités issues de l'éducation à la transmission intergénérationnelle des statuts professionnels et les particularités liées à chacune d'elles dans l'acquisition d'un statut professionnel (Mbenga, 2019 : 55).

5. Méthodologie de la recherche

Les méthodes qualitatives en éducation incluent une variété de techniques qui permettent de recueillir des données riches et nuancées. Nous avons identifié un certain nombre de diplômés issus de l'Institut de Sciences Halieutiques qui se sont retrouvés sur le marché de l'emploi juste après l'année 2012, année de sortie de la toute première promotion jusqu'à l'année 2023. Il a été question de les observer en premier lieu afin de savoir ce qu'ils sont devenus puis de les contacter ensuite, peu importe la filière en fonction de leur disponibilité et de leur

lieu d'activité. Au total, 16 entretiens semi-directifs et discussions de groupes ont été menés, permettent aux participants d'exprimer librement leurs points de vue. Les entretiens étaient menés librement sur une durée indéterminée et sous forme d'une causerie ouverte dans certains cas. Pour recueillir les propos, les conversations étaient enregistrées avec leur aimable permission et un briefing préalable était donné avant de commencer les entretiens (Combessie, 2007). Pour être plus en immersion, certains entretiens ont été menés sur le lieu de travail des interviewés afin d'observer la différence entre les discours et la réalité. En dehors des données audios enregistrées, les gestes, les pauses et les expressions de visages ont également été notés.

Résultats et discussion

6. Le chômage au Cameroun, cas du secteur halieutique

Le chômage malgré la formation universitaire des halieutes est un problème socioéconomique majeur qui ne préoccupe pas uniquement le Cameroun mais plusieurs pays d'Afrique et dans le monde. Au Cameroun, il touche particulièrement les jeunes et les femmes qui sont parmi les couches de la population les plus défavorisées. Malgré une croissance économique modérée au cours des dernières années, le marché de l'emploi dans le secteur halieutique reste caractérisé par des déséquilibres structurels et un taux élevé de sous-emploi.

6.1 Les principales causes du chômage dans le secteur halieutique

Les principales causes du chômage identifiées sont dues aux tractations entre l'offre et la demande d'emplois. Il y a plus de demandes d'emplois que d'offres dans le secteur halieutique. La demande est plus tournée vers des sous-emplois plutôt que vers des emplois stables et réglementés. Le faible investissement de tous les diplômés dans des emplois relevant de leurs profils dépasse leur capacité de création d'emplois formels, entraînant une saturation du marché du travail. Dans le secteur public, les ingénieurs halieutes sont recrutés dans des administrations publiques telles que le MINEPIA ; le MINADER ; le MINEE ; le MINFOF ; le MINRESI ; le MINFOPRA ; le MINESUP ; le MINEPDED ; le MINDEF.

Toutefois, le taux de recrutement pour chaque promotion des diplômés est très faible. En plus de ces institutions publiques, il existe des organismes parapublics, des ONG et des organismes internationaux qui recrutent quelques halieutes mais en petite quantité. On peut citer le port autonome de kribi (PAK) ; le port autonome de Douala (PAD) ; la Chambre d'Agriculture ; l'Assemblée Nationale ; les mairies ; les projets innovants ; certains organismes de l'ONU comme la FAO. A côté de ces institutions publiques et parapubliques, il existe des entreprises privées qui embauchent également des halieutes tels que des Banques, des micro-finances et des startups. Il est logique de chercher à comprendre leur processus de recrutement, à ce stade où l'emploi est rare et ses critères particulièrement subjectifs. Ceux qui restent en dehors des halieutes recrutés dans les structures ci-dessus et formés à l'Institut des Sciences Halieutiques sont généralement les plus nombreux et par promotion. C'est donc ces cohortes qui ne trouvent pas automatiquement un emploi qui sont particulièrement sujettes au chômage. Il est tout à fait naturel de mesurer les défis auxquels ils sont confrontés pour bénéficier aussi d'une insertion professionnelle. Des conséquences telles que l'inadéquation formation-emploi sont l'une des causes premières. Les compétences enseignées dans le système éducatif à travers leurs programmes de formation doivent correspondre à des configurations didactiques probantes (Lange, 2017). Seulement le marché de l'emploi est constamment en fluctuation et avec les années, les programmes enseignés ne correspondent plus aux besoins présents voire ne correspondent plus aux réalités conjoncturelles, ce qui limite l'employabilité des jeunes diplômés. Les cohortes d'ingénieurs formés selon des besoins du marché de l'emploi d'il y a 5 ans peuvent ne plus être de la même utilité aujourd'hui. Cette variation qui crée une inadéquation entre la formation et l'emploi handicape les recrutements en dépit d'autres critères formels. Beaucoup d'halieutes interrogés ont opté pour l'auto-emploi qui relève selon les cas du secteur informel. Une grande partie de la population active camerounaise travaille déjà dans le secteur informel, souvent mal rémunéré et précaire. Les diplômés moins nantis et dont les familles apportent un soutien financier à leur projet s'insèrent dans ce secteur à moindre coup, mais souvent avec des résultats plus ou moins attrayants. En plus, de faibles investissements dans les secteurs productifs en halieutique et sur les infrastructures limite la création d'emplois durables.

6.2 Les conséquences du chômage dans le secteur halieutique

L'incapacité à trouver un emploi peut entraîner une perte de confiance en soi et un sentiment d'exclusion sociale. Le découragement s'observe dans les trajectoires empruntées par les jeunes diplômés à l'issue de leurs cycles d'études. Le concept du réseautage longtemps enseigné par la conjoncture actuelle et l'incapacité à donner une orientation professionnelle efficace à sa vie pousse de nombreux jeunes diplômés à abandonner la recherche d'un emploi dans le secteur halieutique.

La plupart des jeunes halieutes diplômés interrogés ont justifié la continuation de leurs études à l'issue de leur cycle de Licence par l'absence de travail d'une part et leur jeune âge à la diplomation d'autre part. L'idée développée par ces derniers est celle d'un tunnel sans issue qu'il est quand même nécessaire d'emprunter. « *L'orientation dans les méandres de la formation* » n'est pas souvent reconnue à certains niveaux ni ne prédispose à certains parcours du fait des contraintes liées à « *l'environnement social ou relationnel (pressions de la part de parents ou de proches)* » (Pollien, 2010 :125). Ainsi, beaucoup poursuivent leurs études en cycle Master pour rester dans l'illusion d'une occupation professionnelle tout en espérant qu'une opportunité se présentera avant la fin de leur cycle de formation.

Les migrations effectuées par les diplômés halieutes sont caractérisées par un schéma de type intérieur/intérieur et intérieur/extérieur. L'exode urbain est le premier type de migration observé par les halieutes. Ceci est dû aux activités de pêche et d'aquaculture qui ne peuvent être effectuées efficacement que dans des zones fluviales et maritimes souvent reculées ou rurales, à l'exception des deux villes portuaires. Beaucoup sacrifient donc leurs commodités pour être prêts à travailler hors des grandes villes mais davantage dans des villages. Le travail manquant dans les grandes villes, des opportunités se font de plus en plus présentes dans des zones rurales où des promoteurs investissent dans de grands espaces de terres disponibles pour une meilleure production de leurs activités et sollicitent le concours d'halieutes, experts dans la gestion de tels projets.

A contrario, lorsque des opportunités d'emploi se font de plus en plus rares dans des zones rurales où les ingénieurs halieutes sont de moins en moins sollicités, beaucoup préfèrent s'installer dans l'une des grandes de villes qu'est Douala ou Yaoundé, voire émigrer à l'extérieur du pays pour des raisons professionnelles ou académiques. D'un point de vue pragmatique, ceci explique leur parcours de vie « *en tant qu'unité conceptuelle [qui] est le résultat contingent d'une séquence d'événements* » et qui définit leurs trajectoires sociales (Robette, 2014 : 9). La recherche d'un meilleur cadre de vie et d'une sécurité financière valorisant le diplôme et le nombre d'années passées à l'école en sont certaines des raisons. Le lien entre la formation professionnelle et la formation générale s'exprime par les relations directes que l'on trouve entre « *les niveaux de formation et les positions professionnelles* » que les individus atteignent de telle sorte que la formation définit non seulement « *un plancher au positionnement professionnel, mais aussi un plafond* » (Levy, 2001 : 8).

7. La formation des halieutes à l'Institut des Sciences Halieutiques

Depuis sa création en 1993 lors de la nouvelle réforme universitaire par décret présidentiel et son fonctionnement effectif dès l'année 2010, jusqu'en 2023, l'Institut des Sciences Halieutiques en tant que Grande École spécialisée dans la formation des professionnels du secteur halieutique, a déjà mis sur le marché de l'emploi 12 promotions de diplômés dans le cycle de Licence et 10 promotions en cycle de Master. Parmi ces diplômés, quelques-uns ont pu effectuer un cycle de Master de Recherche et de Doctorat. Cet institut donc joue un rôle stratégique dans le développement des compétences pour la gestion durable des ressources halieutiques.

7.1 Objectifs de la formation

La formation des halieutes à l'ISH vise à répondre aux besoins croissants de la pêche, de l'aquaculture et de la conservation des écosystèmes aquatiques au Cameroun et en Afrique centrale. Elle doit répondre de façon équitable aux besoins des apprenants selon les propos de Nzino et Tamajong (2016), en reprenant l'objectif du forum mondial de l'éducation tenu en 2000, qui proposent d'assurer un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de

connaissances et de compétences nécessaires dans la vie courante. L'ISH propose plusieurs cycles de formation, allant de la Licence au Doctorat, ainsi que des formations professionnelles. Le régime des études est assuré par les cycles de formation initiale et continue, des stages académiques, et des enseignements à distance selon le décret portant organisation administrative de l'Institut des Sciences Halieutiques (2018), à son article 48. Les cursus sont conçus pour allier théorie et pratique, avec une emphase sur les compétences techniques et scientifiques. La Licence professionnelle qui se fait en premier Cycle est une formation de base en Sciences Halieutiques, comprenant des modules sur la biologie marine, la gestion des ressources aquatiques, et les techniques de pêche. Le Master en Sciences Halieutiques est dans un second Cycle, un approfondissement des compétences avec des spécialisations. Le Cycle de Doctorat concerne la recherche avancée sur des thèmes tels que la biodiversité marine, la gestion des pêcheries ou les technologies innovantes en aquaculture. Des formations continues de courte durée destinées aux professionnels déjà en activité y sont également prévues pour une mise à jour de leurs compétences. Cinq filières réparties dans cinq départements sont les seules aux programmes pour l'Instant. Il s'agit des filières suivantes : l'aquaculture, la transformation et le contrôle de qualité des produits halieutiques, la gestion des pêches, la gestion des écosystèmes aquatiques et l'océanographie.

7.2 La communauté universitaire

L'Institut des Sciences Halieutiques comprend en son sein des enseignants permanents et vacataires, des personnels d'appui et administratifs, et des étudiants. Ceux-ci exercent leurs activités dans la ville de Yabassi de façon très associative et familiale. On y retrouve des Camerounais et quelques étrangers parmi les enseignants et les étudiants. Depuis sa création, l'ISH a déjà formé des gabonais, des congolais et des tchadiens. Des enseignants africains et européens en visite de partenariat scientifique y ont déjà dispensé des cours et effectué des recherches dans ses laboratoires. Le brassage culturel se voit d'autant plus par la représentation de toutes les régions du Cameroun. Il y a donc une importante représentativité parmi les étudiants de toutes les aires géographiques du pays. Le corps enseignant est très jeune et dévoué à la tâche. C'est d'ailleurs l'une des grandes

Écoles de l'Université de Douala où les relations entre les enseignants et les étudiants sont les plus étroites en termes d'échanges, de suivi et de disponibilité ; car ces deux couches sociales rencontrent et vivent les mêmes réalités, et très souvent les mêmes difficultés. En outre, l'ISH collabore avec des organisations nationales et internationales telles que la FAO, l'AIEA, l'IRD et des Universités étrangères dans l'optique de renforcer ses programmes et d'offrir des opportunités d'échanges académiques et de sponsoring pour ses futurs diplômés.

7.3 Le cadre de la formation et les défis relevés

L'Institut des Sciences Halieutiques est logé depuis 2010 dans son Campus provisoire du Lycée Bilingue de Yabassi, dans la région du Littoral au Cameroun. Les bâtiments qui abritent en même temps l'ISH et le Lycée qui le loge sont certes anciens mais répondent aux normes de construction en termes de qualité et de capacité d'accueil. L'ISH en 2010 n'avait recruté sur concours que 58 étudiants en tronc commun. *« Sur les 65 étudiants déclarés admis, au terme du tout premier concours d'entrée en première année de l'ISH, organisé le 05 décembre 2009, 58 ont répondu présents dont 49 garçons et 09 filles, parmi lesquels 03 anglophones et 55 francophones »* (ISH, 2018 : p 30). Ces derniers étaient logés dans des dortoirs gratuitement et un seul bâtiment leur servait de bloc pédagogique. En 2011, l'arrivée de la 2^{ème} promotion de 155 étudiants soit 147 francophones, 8 anglophones dont 42 filles et 113 garçons a sans doute poussé les autorités locales de l'époque à revoir les dispositifs et infrastructures nécessaires pour un meilleur fonctionnement. Il a donc fallu créer des laboratoires, acheter des équipements pédagogiques pour les équiper et trouver d'autres espaces nécessaires à la prise des cours. Les responsables administratifs de cette Institution ont effectué un travail remarquable jusqu'à nos jours en prenant des mesures difficilement aisées pour bien faire fonctionner l'établissement, en mettant en place des programmes de formation et en ouvrant progressivement les trois cycles de formation de la Licence, du Master et du Doctorat.

La ville abritant et accueillant l'ISH est également une agglomération qui dans un premier temps a jadis eu une mauvaise réputation en termes d'histoires fantastiques sur le plan anthropologique et sociologique au point où cette dernière lui a

survécu. Les difficultés d'accès à de l'eau potable, à de l'électricité stable et aux soins de santé appropriés n'ont pas amélioré les conditions de vie des étudiants obligés de s'adapter comme ils le pourraient durant le déroulement semestriel. La ville de Yabassi en effet est pourtant une belle petite ville du Cameroun au même titre que d'autres, à la seule différence qu'au moment où l'Etat décide de la délocalisation de l'ISH dans cette dernière, son enclavement est sans doute l'une des difficultés physiques qui a davantage paralysé l'engouement à l'intégrer voire à y concourir. Les conditions de vie en tant qu'étudiant ne s'étaient pas non plus améliorées à cause des déplacements rendus difficiles par la route à l'époque non bitumée, de l'augmentation des prix des denrées alimentaires et de la difficulté pour les natifs à y accepter et à y intégrer des étrangers venus d'autres régions.

Ces préjugés certes ancrés dans les mémoires vives des habitants de la ville jadis et depuis plus d'une décennie, n'ont pas connu de véritable amélioration ni de transformation positive malgré l'arrivée du bitume depuis 2021 entre la ville de Bonépoupa et celle de Yabassi sur un tronçon d'environ 45 kilomètres. Toutefois, la vie s'est nettement améliorée à travers les déplacements des biens et des personnes devenus plus fluides ; pour autant, ceci n'a pas revu le prix du transport à la baisse pour les étudiants obligés de se rendre parfois dans la ville de Douala pour payer leurs droits universitaires et remplir d'autres formalités administratives aux services centraux de l'Université de Douala dont ils dépendent, au péril de leur vie.

En dehors de ces préoccupations d'ordre anthropologique et géographique, la ville en elle-même est un cadre propice pour l'apprentissage des étudiants. Il y règne un calme déconcertant et indispensable pour une bonne formation, nécessitant autant d'application et de sérieux. Les étudiants consciencieux y ont donc bien été formés et d'autres y reçoivent des cours théoriques et pratiques dans les salles de cours, en ligne et sur le terrain. La présence de plusieurs ruisseaux et rivières, et le fleuve Nkam qui divise la ville en deux, offre davantage sur le plan pratique la possibilité d'appliquer les enseignements sur des espaces naturels et d'y effectuer des recherches scientifiques.

8. Les avantages d'une formation des halieutes dans un contexte de faim et de chômage

8.1 Le développement de compétences professionnelles adaptées au milieu

Les compétences attendues des ingénieurs formés sont d'ordre intellectuel et pratique. Elles sont censées donner des solutions aux problèmes tels que la famine et la pauvreté. Le cadre de la formation étant en lui-même hostile au développement local, la formation qui s'y déroule permet de créer des capacités d'adaptation qui permettent aux apprenants de se former puis à produire des résultats concrets dans des contextes inadaptés. En effet, contrairement aux idées perçues par des étudiants, le métier des halieutes est moins bureaucrate que ce qui pourrait être souhaité. Il se concentre davantage sur le terrain et se résume à proposer des résultats palpables en vue du développement durable des ressources halieutiques. Les compétences que nous avons identifiées peuvent être déroulées en quatre catégories : les compétences environnementales qui permettent une connaissance et une déduction des problèmes environnementaux et leur résolution ; les compétences de production qui relèvent des stratégies apprises pour produire les ressources halieutiques en quantités suffisantes pour les populations locales ; les compétences de conservation qui jouent un rôle dans la protection des ressources menacées ou interdites ; les compétences d'adaptation qui permettent aux ingénieurs formés de développer des systèmes de gestion à partir du milieu étudié et de ses contraintes, et d'intégrer le milieu professionnel.

8.2 L'apprentissage du cadre de vie pour l'exercice futur du métier

Le fait d'avoir délocalisé l'ISH dans une zone rurale comme lieu de formation est sans doute une décision gouvernementale objective, mais sur le plan pédagogique, elle est surtout mitigée pour les apprenants dont environ 1 sur 10 a suivi tout son cursus scolaire dans une zone rurale et principalement dans la ville de Yabassi. Les élèves de l'unique Lycée Bilingue de la ville de Yabassi des classes de terminale scientifique et ceux de l'unique Lycée Technique et Professionnel Agricole de Yabassi et du littoral, qui y concourent aussi comme

candidats sont très peu nombreux. La tendance des jeunes bacheliers est d'aller plutôt dans des Universités et Grandes Écoles situées en zones urbaines. Beaucoup considèrent leur parchemin comme un passeport interrégional qui leur permet de fuir les réalités locales et de découvrir d'autres environnements à travers un exode rural. Par contre, 9 sur 10 étudiants admis sur concours viennent d'autres villes et généralement, il s'agit d'étudiants ayant essayé pendant au moins une année la réalité des amphithéâtres bondés des facultés des sciences et des institutions privées d'enseignement supérieur coûteux. Pour ces derniers dont les cursus scolaires ont davantage été suivis en zone urbaine, l'adaptation est souvent très difficile et la formation rude dans la mesure où les maladies endémiques prennent souvent le relais et les difficultés financières très souvent créent d'autres phénomènes tels que les réseaux d'aides, les associations, les clubs d'apprentissage et parfois la commission de délits. La formation formelle et ses programmes sont donc certes une prescription éducative qui contribue à faire du futur ingénieur un haut cadre du savoir et de la connaissance, mais le cadre de vie et son milieu sont des atouts supplémentaires qui prédisposent les apprenants à se projeter dans leur futur métier. Les apprenants apprennent donc aussi par la vie sociale à travers les interactions avec leur environnement immédiat.

9. Impacts de la formation des halieutes sur la réduction de la faim et du chômage au Cameroun

L'un des impacts considérables sur la réduction de la faim et du chômage est sans doute le développement des activités économiques sur la pêche et l'aquaculture. Les halieutes formés à l'ISH ont révolutionné le secteur de la production du poisson de table. Plusieurs diplômés interrogés ont créé leurs propres structures en devenant des promoteurs des ressources et vivent de leurs activités. A défaut, beaucoup travaillent comme des consultants et des experts dans la mise sur pied de fermes aquacoles au profit d'autres promoteurs non expérimentés. Ils ont besoin de l'expertise de ces cadres pour les aider à mettre sur le marché des exploitations aquacoles viables et rentables. La mise sur le marché de l'emploi de professionnels qualifiés pour la gestion durable des ressources halieutiques est donc un autre impact considérable de la formation des halieutes. Le contrôle de l'exploitation

des ressources à travers le respect de la réglementation et la maîtrise de cycles de reproduction, des zones de reproduction et la protection des espèces menacées contribuent à l'accentuation de la production des ressources halieutiques. On note une augmentation significative de la production locale des ressources halieutiques depuis la mise sur le marché des ces ingénieurs. La production halieutique a connu en 2023 une augmentation dominée en particulier par la pêche artisanale maritime à raison de 76% de la production totale, suivie de la pêche continentale représentant 11% et de la pêche industrielle pour 8% et enfin 5% pour l'aquaculture. Ceci a permis une diminution des importations des poissons « *passant de 166.603 tonnes de poissons importés en 2015 à 126.495 tonnes en 2021* » (MINEPAT, 2023 : 19). Ces statistiques de production sont significativement le fait des halieutes formés à l'ISH.

Toutefois, la qualité en matière d'emploi reste à désirer quand on prend en considération les différentes catégories professionnelles qui exercent un emploi de même classification et d'un niveau d'étude semblable dans d'autres secteurs. La pauvreté pousse certains diplômés à exercer un emploi sous-payé et parfois dans des conditions inhumaines. Les jeunes diplômés en quête d'emploi et en manque d'expérience professionnelle sont la cible de promoteurs véreux aux mobiles méphitiques. La balance entre l'offre et la demande d'emploi étant déséquilibrée par l'augmentation croissante du nombre de diplômés, la multiplicité des sous-emplois qui est un autre impact à la formation des halieutes n'octroie pas tellement de choix des métiers. La carence d'emplois stables et bien rémunérés n'étant pas seulement une affaire des halieutes mais touchant bien des catégories sociales, les diplômés préfèrent migrer dans d'autres pays à la recherche de conditions de vie meilleures. Les retours des discours de migrants halieutes en exode de la part de ceux qui pour l'instant sont au Cameroun sont plutôt élogieux et attrayants. Pas donc étonnant que la convergence pour l'émigration soit plus accentuée ces dernières années comme le mentionnent des responsables administratifs de l'Institut des Sciences halieutiques. Ainsi, la finalité de la formation au sens de la lutte contre la faim et le chômage ne pourrait qu'être questionnée.

Conclusion

La formation des halieutes à l'Institut des Sciences Halieutiques joue un rôle crucial dans le développement local et la construction d'une société plus complète disposant de catégories professionnelles qui répondent à ses besoins. Si la formation de hauts cadres dans le secteur halieutique reste une véritable nécessité pour combler les besoins de la faim et lutter contre la pauvreté et le chômage en général, il n'en demeure pas moins que les réalités socioéducatives et socioéconomiques constituent des obstacles considérables à l'épanouissement des diplômés. En investissant dans l'éducation et la recherche, le pays se donne les moyens de préserver ses ressources halieutiques tout en créant des catégories socioprofessionnelles utiles et des opportunités économiques durables. Les difficultés qui en découlent peuvent avoir des effets bénéfiques pour la formation des jeunes cadres mais aussi négativement impacter l'avenir sociétal si toutefois la formation n'est pas pensée suivant la sociologie et l'anthropologie de l'éducation. La formation doit en effet être un besoin social avéré sans se matérialiser en la forme d'un fait social reproché.

Références bibliographiques

Combessie Jean Claude (2007), *La méthode en Sociologie*, 5^{ème} édition, Éditions La Découverte, Paris.

Décret n°2018/531 du 27 septembre 2018, *portant organisation administrative et académique de l'Institut des Sciences Halieutiques de l'Université de Douala*, Cameroun.

Décret n°93/030 du 19 janvier 1993, *portant Organisation Administrative et Académique de l'Université de Douala*, Cameroun.

Djéréké Jean Claude (2007), *L'Afrique refuse-t-elle vraiment le développement ?*, Éditions L'Harmattan.

Food and Agriculture Organisation (2024), *The State of World Fisheries and Aquaculture 2024, Contributing to food security and nutrition for all*, FAO Report.

Goldthorpe John (1976), « Mobilité sociale et intérêts sociaux », *Sociologie et sociétés*, Volume 8 N°2, Pp 7-36.

- Institut des Sciences Halieutiques** (2018), *L'Institut des Sciences Halieutiques au cœur de l'émergence : Annuaire des diplômés 2009-2017*, Éditions ISH, Douala, Cameroun.
- Institut National de la Statistique** (2024), *Résultats de la 5ème Enquête Camerounaise auprès des Ménages (ECAM5)*, Communiqué de presse du 30 Avril 2024, INS.
- Jourdain Anne et Naulin Sidonie** (2011), *La théorie de Pierre Bourdieu et ses usages sociologiques*, collection 128, Armand Colin, Paris.
- Lange Jean Marc** (2017), « Éducation au développement durable : enjeux épistémologiques et didactiques des reconfigurations disciplinaires possibles », *Curricula et disciplines scolaires : changements et reconfigurations*, Presse Universitaire du Midi, Toulouse, Pp 181-191.
- Levy René** (2001), « Regard sociologique sur les parcours de vie », *Regards pluriels sur l'approche biographique : entre discipline et indiscipline*, Cahiers de la section des Sciences de l'Éducation n°95, Pp 1-20.
- Mbenga Bindop Kunz Modeste** (2019), « Les inégalités d'accès au marché du travail au Cameroun : le rôle de l'école », *Revue d'économie du développement*, Volume 27, Pp 45-86.
- Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire** (2020), *Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 pour la transformation structurelle et le développement inclusif*, Rapport MINEPAT, Cameroun.
- Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire** (2023), *Plan Intégré d'Import-Substitution Agropastoral et Halieutique (PIISAH) 2024-2026*, Rapport MINEPAT, Cameroun.
- Nzino Munongo Victorine Ghislaine et Tamajong Elizabeth Vukeh** (2016), « Le système éducatif au Cameroun : de l'imposition d'une culture au développement des facultés de la personne humaine », *Revue de vulgarisation*, ROCARE, Pp 56-60.
- Pasquier-Doumer Laure et Gerardo David Rosas Shady** (2008), « Inégalités des chances sur le marché du travail : effets de l'origine sociale sur la mobilité professionnelle à Lima », *Économie et Prévision* Volume 5 n°186, Pp 67-87
- Pollien Alexandre** (2010), « Faire une pause ou bifurquer ? Essai des typologies des trajectoires de formation », *Educations et sociétés*, n°26, Éditions De Boeck Supérieur, Pp 123-143.

Robette Nicolas (2014), « L'étude des parcours de vie, démarche descriptive ou causale ? », *Idées économiques et sociales* 3 (N°177), Éditions Réseau Canopé, Pp 8-15.

Terrasi Loredana (2019), *Exploration des conditions et des effets du recours aux activités complexes sur le développement des compétences des étudiants de l'enseignement supérieur*, Mémoire de Master en Sciences de l'Éducation, Université de Liège.

Vincent Guy (2009), « Les types sociologiques d'éducation selon Max Weber », *Revue française de pédagogie*, <http://journals.openedition.org/rfp/1755>, DOI :10.4000/rfp.1755, Pp 75-82, consulté le 20 janvier 2025.